

# RAPPORT

Affaire n° A 1900020 du **24/06/2020**

## COMMUNE DE BEAURIERES (26)

Zonage d'assainissement des eaux usées  
Dossier d'enquête publique



Historique des révisions				
VERSION	DATE	COMMENTAIRES	RÉDIGÉ PAR :	VÉRIFIÉ PAR :
1	24/06/2020	Prise en compte des remarques et correction du département - courriel du 17 juin 2020 et appel téléphonique en date du 29 juin 2020	NM	NM
0	05/03/2020	Création de document	NM	NM

**Maître d'ouvrage :** COMMUNE DE BEAURIERES (26)  
**Mission :** Zonage d'assainissement des eaux usées  
Dossier d'enquête publique

**Affaire n° :** A 1900020

**En date du :** 24/06/2020

**Contact :** Nour MADID  
**Adresse :** Naldeo - DO AURA EST  
130 Route de Châteauneuf  
CS 50118  
FR-26203 MONTELIMAR CEDEX  
Tél. : 04 75 92 05 70

## Table des matières

<b>1</b>	<b>OBJECTIF DU DOSSIER</b>	<b>6</b>
<b>2</b>	<b>RAPPEL DES PRINCIPALES ORIENTATIONS TECHNIQUES</b>	<b>7</b>
2.1	Rappel .....	7
2.2	Aspects réglementaires .....	7
2.2.1	L'assainissement collectif .....	8
2.2.2	L'assainissement non collectif .....	9
2.2.3	Règlement d'assainissement collectif .....	9
<b>3</b>	<b>PRESENTATION DE LA COMMUNE</b>	<b>10</b>
3.1	Milieu physique .....	10
3.1.1	Situation générale .....	10
3.1.2	Contexte socio- démographique .....	10
3.1.3	Perspectives urbanistiques .....	11
3.2	Contexte naturel .....	11
3.2.1	Pluviométrie .....	11
3.2.2	Topographie .....	11
3.2.3	Contexte géologique .....	11
3.2.4	Contexte hydrogéologique .....	12
3.2.5	Captage A.E.P .....	12
3.2.6	Contexte hydrologique .....	12
3.2.7	Schéma Directeur d'Aménagement et Gestion des Eaux (SDAGE) .....	13
3.2.8	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.) et contrat de rivière .....	13
3.2.9	Zones protégées .....	13
3.2.10	Risques d'inondation .....	14
<b>4</b>	<b>ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF</b>	<b>15</b>
4.1	Analyse des données fournies par le SPANC .....	15
4.1.1	Analyse des données fournies .....	15
4.2	Nature des sols et aptitude à l'assainissement non collectif .....	15
4.2.1	Conditions pour la mise en place d'un assainissement autonome .....	15
4.2.2	Aptitude des sols à l'assainissement autonome .....	16
4.2.3	Remarques importantes .....	16
4.2.4	Coûts du projet et répercussions financières .....	17
4.2.5	Répercussions financières .....	17
<b>5</b>	<b>ASSAINISSEMENT COLLECTIF</b>	<b>18</b>
5.1	Généralités .....	18
5.2	Système d'assainissement .....	18

5.2.1	Le réseau.....	18
5.2.2	Station d'épuration .....	18
5.3	Performance du système d'assainissement .....	19
5.3.1	Etude diagnostique sur le réseau d'assainissement .....	19
5.4	Programme de travaux proposés.....	20
5.4.1	Amélioration de l'exploitation .....	20
5.4.2	Amélioration du fonctionnement (la collecte).....	20
5.4.3	Extensions du réseau.....	21
5.4.4	Remarques concernant l'extension du réseau à ces secteurs .....	25
5.5	Exploitation et gestion patrimoniale .....	26
5.5.1	Entretien et exploitation du système d'assainissement.....	26
5.5.2	La gestion patrimoniale .....	26
<b>6</b>	<b>LE CHOIX DE LA COMMUNE</b>	<b>28</b>
<b>7</b>	<b>FINANCEMENT</b>	<b>29</b>
7.1	Modalités d'éligibilité aux aides.....	29
7.2	Taux actuels de subventions .....	29
7.3	Agence de l'Eau .....	29
7.4	Département de la Drôme .....	29
7.4.2	Les travaux éligibles.....	30
7.5	Charges pour la Commune et sources de revenus .....	32
7.5.1	Sources de revenus .....	32
7.5.2	Intégration dans le budget communal .....	32
<b>8</b>	<b>CHOIX DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES</b>	<b>33</b>
<b>9</b>	<b>LES EAUX PLUVIALES</b>	<b>34</b>
9.1	Problématique générale .....	34
9.2	L'assainissement pluvial.....	34
<b>10</b>	<b>RESPONSABILITE DU MAIRE POUR L'ENVIRONNEMENT ET L'HYGIENNE DANS LA COMMUNE</b>	<b>35</b>
<b>11</b>	<b>ANNEXES</b>	<b>36</b>
11.1	Périmètres de protection .....	36
11.2	ZNIEFF .....	37
11.3	NATURA 2000 .....	38
11.4	Zones humides .....	39

11.5	Plan zonage assainissement des eaux usées.....	40
11.6	Copie de la Délibération Municipale sur le zonage d'assainissement des eaux usées.....	41

## 1 OBJECTIF DU DOSSIER

---

La Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 (article 35 créant les articles L.372-1 et L.372-1-1 du Code des Communes), complétée par la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 et retranscrite dans le Code Général des Collectivités territoriales (article L.2224-10), stipule que "Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- 1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- 2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
- 3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- 4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement".

L'objet du dossier est de présenter le zonage d'assainissement eaux usées de la Commune de **BEAURIERES**. Ce document sera soumis à l'enquête publique.

Cette démarche est portée par la Commune de **BEAURIERES**, dans le cadre de sa compétence assainissement.

Le présent document a pour objectifs principaux :

- La mise à jour du zonage d'assainissement du territoire communal, au sens de l'article 35 de la Loi sur l'Eau,
- L'actualisation des données recueillies dans le cadre du schéma directeur d'assainissement en 2003.

Le tracé du périmètre est établi sur un fond cadastral. Le plan de zonage approuvé, après enquête publique, constitue une pièce importante opposable aux tiers, annexée au document d'urbanisme communal, à savoir la Carte Communale.

En effet, toute attribution nouvelle de permis de construire sur le territoire de **BEAURIERES** tiendra compte du plan de zonage d'assainissement.

Par ailleurs, le plan de zonage n'est pas figé définitivement : il pourra être modifié, notamment pour des contraintes nouvelles d'urbanisme, en respectant les procédures légales (enquête publique).

Le présent dossier d'enquête publique, dont l'objet est d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions afin de permettre à la collectivité de disposer de tous les éléments nécessaires à sa décision finale, est composé :

- de la présente notice justifiant le zonage d'assainissement des eaux usées,
- de la carte de zonage d'assainissement des eaux usées.

## 2 RAPPEL DES PRINCIPALES ORIENTATIONS TECHNIQUES

### 2.1 Rappel

L'assainissement « non collectif » (ou assainissement « autonome ») : il s'applique aux systèmes destinés à traiter les eaux usées domestiques sans recourir à un réseau public de collecte. Ainsi, certains assainissements « regroupés » seront dits « non collectifs », dès lors qu'ils restent exclusivement en domaine privé.

L'assainissement « collectif » : il concerne les systèmes de collecte et de traitement qui desservent les habitations raccordées à un réseau public d'assainissement. Cette notion inclut les systèmes dits « regroupés » dérivés des systèmes d'assainissement « autonome », ou encore « non collectif », dès lors que ces systèmes « regroupés » sont, au moins pour une partie, mis en place sur le domaine public et gérés par une collectivité.

(Arrêté du 6 mai 1996, paru au JO du 8 juin 1996)

Pour répondre à l'assainissement d'une zone d'habitat, deux orientations techniques sont envisageables :

- Première orientation technique : **l'assainissement non collectif**. Cette option prévoit la collecte, le traitement et la dispersion des eaux usées à l'échelle parcellaire. Elle s'adapte à un tissu d'habitat diffus à moyennement dense. L'examen de la carte pédologique permet la définition des filières, celui de l'examen parcellaire, la difficulté des travaux d'installation.
- Deuxième orientation technique : **l'assainissement collectif**. L'ensemble des habitations est raccordé à un réseau unique de collecte dirigé vers un site unique de traitement. Elle s'adapte bien au contexte d'habitat dense. Cependant, les hameaux trop éloignés sont traités par une solution collective s'apparentant à un système non collectif surdimensionné, afin d'éviter toute aberration financière.

**L'assainissement des eaux pluviales** peut être assuré par des fossés naturels, des réseaux pluviaux ouverts ou enterrés, des réseaux unitaires dirigeant eaux usées et eaux pluviales vers des installations de traitement et par des techniques alternatives limitant les transferts d'eaux pluviales.

Dans certains cas, la pollution apportée par les eaux pluviales est préjudiciable au milieu naturel. Un traitement des eaux pluviales collectées peut alors être envisagé, ainsi que la lutte contre l'imperméabilisation.

### 2.2 Aspects réglementaires

Les principaux textes généraux applicables dans le domaine de l'assainissement sont les suivants :

- Directive européenne du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux usées résiduelles urbaines,
- Loi sur l'Eau n°92-3 du 3 janvier 1992 (complétée par la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et milieux aquatiques) donne des compétences et des obligations nouvelles aux communes dans le domaine de l'assainissement non collectif :
  - L'article 35-I de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.372-1 du Code des Communes repris par l'article L.2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, et précise :

- « Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites ».
- « Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, les communes assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif ».
- L'article 35-III de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.372-3 du Code des Communes, repris par l'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales où il est rappelé que les Communes délimitent, après enquête publique, les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non collectif,
- L'article 36 de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.1331 du Code de la Santé Publique et précise désormais :

« Les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif, dont le propriétaire doit faire régulièrement assurer l'entretien et la vidange par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le Département, afin d'en garantir le bon fonctionnement ».

- Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2224-8 et L.2224-10 qui reprennent les articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du Code des Communes, modifié par l'article 35-III de la Loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et le décret n°2007-397 du 22 mars 2007 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées ;
- Code de la Santé Publique, notamment ses articles L. 1331-1 et suivants ;
- Code de la Construction et de l'Habitation, notamment ses articles L.111-4 et R.111 3.

## 2.2.1 L'assainissement collectif

- Circulaire du 8 décembre 2006 relative à la mise en conformité de la collecte et du traitement des eaux usées des communes soumises aux échéances des 31 décembre 1998, 2000 et 2005 en application de la directive n°91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines.
- Arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5. Cet arrêté abroge et remplace les deux arrêtés du 22 décembre 1994 (concernant les prescriptions techniques et les modalités d'auto-surveillance), ainsi que l'arrêté du 21 juin 1996 (concernant les prescriptions techniques et contrôle des stations d'épuration d'une capacité inférieure à 120 kg DBO5).
- Circulaire du 17 décembre 2007, additif à la circulaire du 8 décembre 2006 relative à la mise en conformité de la collecte et du traitement des eaux usées.
- Circulaire du 15 février 2008 ayant pour objet l'instruction de l'arrêté du 22 juin 2007.
- Arrêté du 21 juillet 2015 remplace l'arrêté du 22 juin 2007. Il fixe les prescriptions techniques s'appliquant aux collectivités afin qu'elles mettent en œuvre une gestion rigoureuse et pragmatique du patrimoine de l'assainissement, conforme aux enjeux de la directive relative au traitement des eaux résiduaires urbaines, de la directive cadre sur l'eau, de la directive cadre stratégie milieu marin, la directive concernant la gestion de la qualité des eaux de baignade et la directive relative à la qualité requise des eaux conchylicoles. Il fixe des prescriptions techniques similaires s'appliquant aux Maîtres d'ouvrage des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5. Cette révision est l'occasion



d'affiner le suivi des systèmes d'assainissement de petite taille en adaptant les prescriptions réglementaires de façon pragmatique : la conception et la surveillance de ces systèmes doivent permettre d'atteindre le meilleur ratio possible coût/bénéfice pour l'environnement.

### **2.2.2 L'assainissement non collectif**

- Arrêté du 7 septembre 2009, il abroge l'arrêté du 6 mai 1996, modifié par l'arrêté du 24 décembre 2003, relatif aux prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif et aux modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif définissant de manière complète et cohérente :
  - suivant de la Loi sur l'Eau, des articles L.1331-1 et suivants du Code de la Santé Publique et de l'article R.111-3 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
  - les obligations des communes pour la mise en œuvre du contrôle technique de ces installations.
- L'arrêté du 7 mars 2012, qui a pour objet d'introduire dans l'arrêté "prescriptions techniques" de 2009, un chapitre relatif aux "prescriptions techniques minimales applicables au traitement des installations neuves ou à réhabiliter".
- Circulaire n°97-49 du 22 mai 1997 explicitant les conditions de mise œuvre des dispositions des arrêtés du 6 Mai 1996 précités.
- Norme AFNOR XP P 16-603 référence DTU 64.1 de mars 2007 explicitant les conditions de mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome.

### **2.2.3 Règlement d'assainissement collectif**

Les droits et devoirs des usagers de l'assainissement collectif doivent être précisés dans le règlement communal d'assainissement. Ce document définit en particulier les rejets autorisés selon la nature du réseau et de l'installation de traitement finale.

Les industriels et apparentés peuvent constituer des exceptions compte tenu de la nature et du volume des effluents rejetés. Dans ce cas, il est indispensable de définir les conditions de raccordement à travers la mise en place d'une « Convention de rejet » entre l'industriel d'une part, et le Maître d'ouvrage des réseaux et de la station d'épuration d'autre part. Pour les établissements relevant des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), la réglementation définit exactement le cadre de la négociation de ces conventions.

## 3 PRESENTATION DE LA COMMUNE

---

### 3.1 Milieu physique

#### 3.1.1 Situation générale

Le territoire communal de BEAURIERES s'étend sur une superficie d'environ 2 460 ha, il est localisé à environ 30 km au Sud de celui de Die. La densité de population à l'échelle de la Commune est de 3,5 hab./km². Les territoires communaux limitrophes les plus proches sont, Lecches-en-Diois et Val Maravel au Nord, Les Prés et Valdrôme au Sud, Charens à l'Ouest, la Beaume à l'Est.

#### 3.1.2 Contexte socio- démographique

##### 3.1.2.1 Démographie

D'après les données INSEE, la population communale décroît jusqu'en 1999, augmente et reste stable depuis 2007. En 2014, il a été recensé 86 habitants, 109 résidences, dont 47 résidences principales et 57secondaires. Le taux moyen d'occupation par foyer serait de l'ordre de 1.6 personnes par ménage.

##### 3.1.2.2 Activités saisonnières

La population saisonnière est très importante, les résidences secondaires représentent environ 52 % des logements. L'impact des saisonniers sur les rejets domestiques n'est pas négligeable.

##### 3.1.2.3 Etablissements recevant du public

Parmi les bâtiments pouvant accueillir du public sur la Commune, il est recensé :

- Un Camping,
- Un village de vacances,
- Une école maternelle,
- Une école primaire.

L'école et les campings peuvent engendrer ponctuellement des rejets d'eaux usées notables.

##### 3.1.2.4 Activités industrielle, artisanale et commerciale

Il est recensé sur le territoire communal :

- Une entreprise de bâtiment et travaux publics,
- Un artisan maçon.

### 3.1.3 Perspectives urbanistiques

La Commune de **BEAURIERES** ne dispose pas d'un Plan Local d'Urbanisme, elle est sous le Régime National d'Urbanisme (RNU).

## 3.2 Contexte naturel

### 3.2.1 Pluviométrie

Le climat sur le territoire de la Commune de **BEAURIERES** est chaud et tempéré. De fortes averses s'abattent toute l'année. Même lors des mois les plus secs, les précipitations restent assez importantes. La carte climatique de Köppen-Geiger y classe le climat comme étant de type Océanique Cfb.

La Commune affiche 9.1 °C de température en moyenne sur toute l'année. La moyenne des précipitations annuelles atteints 915 mm

### 3.2.2 Topographie

Un assainissement autonome, placé dans des pentes supérieures à 15 %, nécessite un aménagement important afin d'aplanir le site. Dans le cas contraire, les effluents risquent de ressortir rapidement à la surface et ne pas s'infiltrer verticalement. Les aménagements établis peuvent provoquer des glissements de terrains, en particulier lorsque les sols ne sont pas stables.

Ainsi, on considère qu'il est très difficile d'envisager un assainissement individuel quand les pentes sont supérieures à 15 %, et difficile -mais concevable- quand elles sont comprises entre 10 et 15 %.

Le territoire communal de **BEAURIERES** se situe dans les montagnes du Diois. Son relief est accidenté et compte plus de pentes que de plaines. L'altitude minimum est de l'ordre de 650 m NGF au niveau du lieu-dit « les Tours » et atteint son maximum au niveau du Sommet de la Chauranne à plus de 1400 m NGF.

### 3.2.3 Contexte géologique

La présence d'un substratum rocheux, à faible profondeur, est une contrainte majeure pour la mise en œuvre d'un système d'assainissement autonome :

- si le substratum apparaît avant 1 m de sol végétal, l'épuration n'est pas suffisante,
- si le substratum est imperméable (roche compacte ou argile), les effluents ne pourront pas s'infiltrer,
- si le substratum est fissuré ou fracturé, les effluents s'infiltreront, leur épuration dépendra de la nature de la roche et de leur temps de séjour.

D'après les informations livrées par les cartes géologiques de France à 1/50000, feuille de Luc en Diois, le territoire de la Commune de **BEAURIERES** est recouvert en affleurement par des dépôts attribués au Secondaire et composés principalement d'alternances de marnes et calcaires, recouverts épisodiquement par des formations superficielles « Eboulis » cartographiées « E ». Les formations secondaires sont le siège d'accidents géologiques type failles.

### 3.2.4 Contexte hydrogéologique

D'après la notice de la carte géologique, dans le secteur concerné lorsque les conditions topographiques et structurales s'y prêtent, toutes les assises calcaires existantes donnent naissance aux contacts des marnes sur lesquelles elles reposent à des sources de débit généralement limité.

### 3.2.5 Captage A.E.P

La Commune de **BEAURIERES** est alimentée en eau potable par les Captages de la Lance et de la Touvière.

Le territoire de la Commune est concerné par 3 périmètres de protection de captage A.E.P.

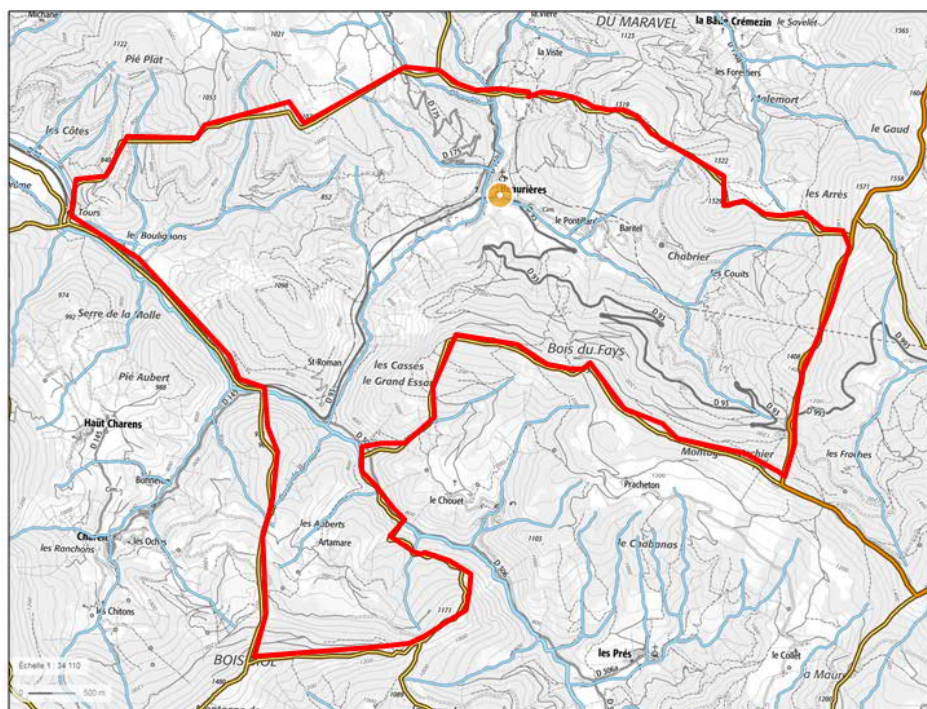
(Cf. Figure annexe 1)

### 3.2.6 Contexte hydrologique

#### 3.2.6.1 Description

Le territoire de la Commune de **BEAURIERES** fait partie du bassin versant du Maravel qui reçoit le ruisseau de Chauranne, dit aussi « ruisseau du col » et qui conflue avec la Drôme au niveau du lieu-dit « le Chouet » à l'aval de BEAURIERE.

Figure 1 : Réseau hydrographique (Extrait Géoportail)



### 3.2.6.2 Débits

Les données sur le Maravel sont rares, voire inexistantes.

### 3.2.7 Schéma Directeur d'Aménagement et Gestion des Eaux (SDAGE)

D'après le SDAGE 2016-2021, qui donne une évaluation de l'état des masses d'eau superficielles identifiées du bassin de la Drôme, le Maravel correspondant à la masse d'eau n° FRDR10467 est qualifié de "très bon état écologique et bon état chimique".

### 3.2.8 Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.) et contrat de rivière

Le territoire de la Commune de **BEAURIERES** n'est concerné que par le SAGE de la Drôme (Cf. site Internet du Syndicat Mixte de la Rivière Drôme).

Le périmètre du SAGE Drôme a été fixé par arrêté préfectoral du 15 octobre 1993. Il concerne 83 communes. Toutes sont comprises dans le bassin versant de la Drôme, soit 1 800 km<sup>2</sup> (SAGE Rivière Drôme et ses affluents SMRD, 2013). Le SAGE Drôme s'applique pour les eaux superficielles et leur nappe d'accompagnement.

Le SAGE Drôme existe sur le territoire depuis 1997, il a été révisé en 2013, aujourd'hui il en est à sa deuxième mise en œuvre. Il intègre l'aspect quantitatif de la ressource en eau depuis sa création et plus récemment lors de sa révision en 2013, il inclut le thème de la gestion de l'eau potable.

### 3.2.9 Zones protégées

#### 3.2.9.1 ZNIEFF

Le territoire de la Commune est concerné par :

- quatre ZNIEFF de type 1. Il s'agit de :
  - 26000053 Prairies du Serre Chaitieu
  - 26090008 Rives de la Drôme et marais des Boulignons
  - 26140002 Hautes Gorges de la Drôme et Montagne de l'Archier
  - 26140005 Montagne de Tarsimoure
- trois ZNIEFF de type 2. Il s'agit de :
  - 2609 Ensemble fonctionnel formé par la rivière Drôme et ses principaux affluents 12342.54 ha
  - 2610 Haut-Diois, massif du Jocoü 9936.37 ha
  - 2614 Haut-Diois : haut bassin de la Drôme 8819.37 ha

(Cf. Figure annexe 2)

### 3.2.9.2 NATURA 2000

Le territoire communal est concerné par une zone NATURA 2000. Il s'agit du site d'importance communautaire (directive habitats) D14 « milieux alluviaux et aquatiques et gorges de la moyenne vallée de la drome et du BEZ » (La FR8201684).

(Cf. Figure annexe 3)

### 3.2.9.3 Les zones humides

Le territoire de la Commune est concerné par 8 zones humides :

- Plaine du grand lac
- Lit majeur de la Drôme entre le saut de claps et le confluent Drôme - Maravel
- Marais de Bouligons
- Lit majeur du basse Maravel
- Lit majeur du haute Maravel
- Lit majeur de la haute Drôme entre la source et la confluent avec le Maravel
- Ripisylve déconnecté en aval du confluent Drôme - Maravel
- Plaine alluviale déconnectée du Maravel 1.84 ha

(Cf. Figure annexe 4)

### 3.2.9.4 Zone vulnérable aux nitrates

Le territoire de la Commune n'est pas concerné par une zone vulnérable aux nitrates.

## 3.2.10 *Risques d'inondation*

Le territoire communal de **BEAURIERES** n'est pas concerné par un Plan de Prévention des Risques Inondation.

## 4 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

### 4.1 Analyse des données fournies par le SPANC

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (S.P.A.N.C.) de la Commune de **BEAURIERES** est assuré, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, par la Communauté des Communes du Diois.

Conformément à l'article L.2224-8 du CGCT, le SPANC du Diois exécute les missions obligatoires suivantes :

- Contrôle de conception des installations d'assainissement neuves ou à réhabiliter,
- Contrôle de bonne exécution des travaux des installations neuves et réhabilitées sur site et avant remblayage,
- Contrôle du bon fonctionnement et de l'entretien de toutes les installations tous les 7 ans,
- Diagnostic des installations en cas de vente immobilière,
- Information et conseil auprès des usagers et des professionnels.

Les compétences exercées dans le cadre du service sont définies par délibération n°210312-09 du 21 mars 2012, modifiant les statuts de la Communauté des Communes.

#### 4.1.1 Analyse des données fournies

D'après les informations recueillies en mars 2019 auprès de la Communauté des Communes du Diois, 4 installations sont répertoriées :

- deux ont fait l'objet de visite dans le cadre de vente,
- deux n'ont jamais été contrôlées.

Les deux installations contrôlées étaient classées comme non conformes avec danger. Il s'agit d'une installation au lieu-dit "Les Marguerites", Route de Lèsches et une au niveau du quartier "La Gare".

**Il est à signaler que deux quartiers sont actuellement non reliés à la station d'épuration, à savoir quartier la Gare/Souvière et le quartier Châtelard soit environ une vingtaine de constructions.**

### 4.2 Nature des sols et aptitude à l'assainissement non collectif

#### 4.2.1 Conditions pour la mise en place d'un assainissement autonome

La méthodologie de classement des sols est définie selon les contraintes imposées par le sol, l'eau (niveau de la nappe), la roche (profondeur du substratum), la pente et le contexte environnemental (présence de puits exploités, zones protégées, ...).

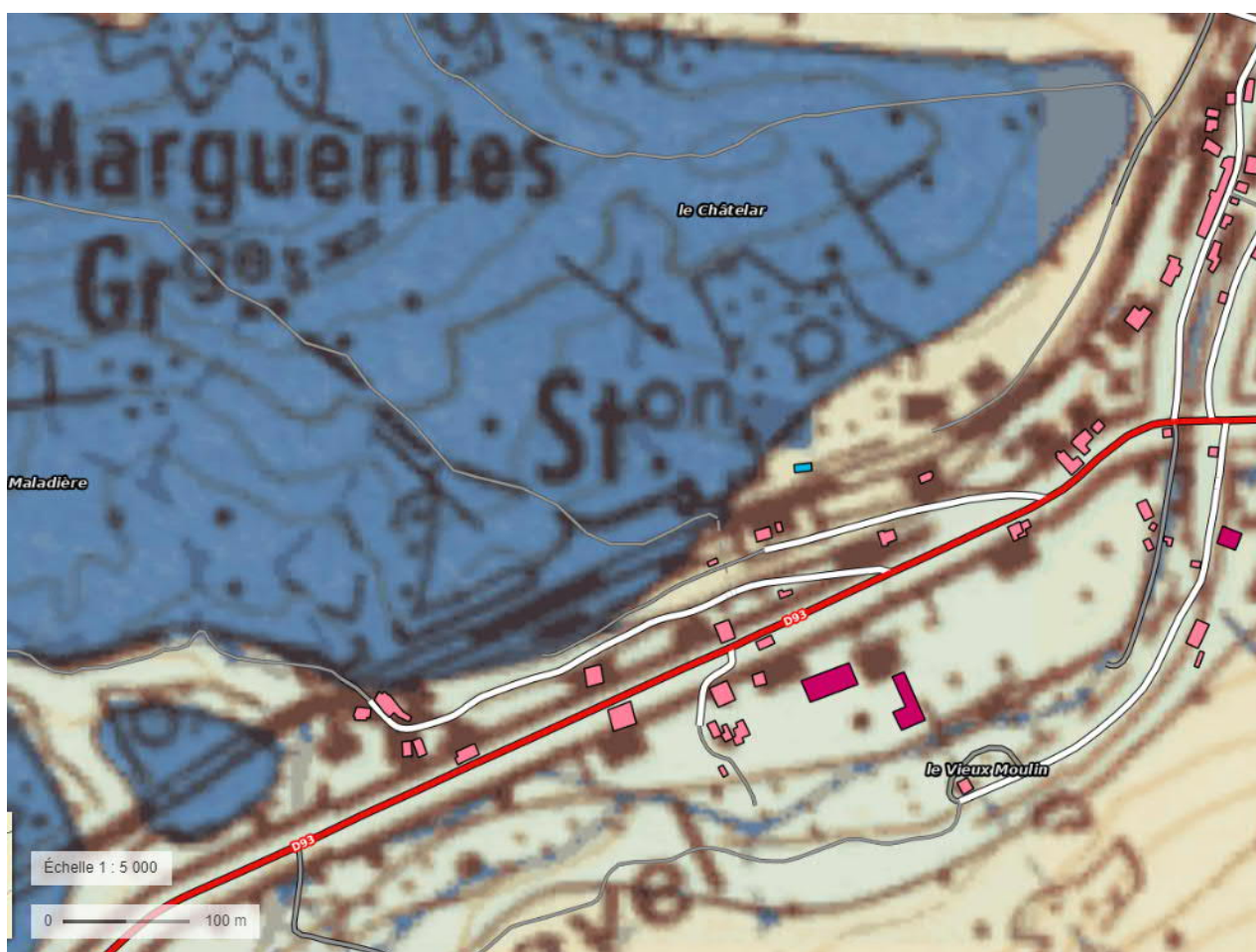
Le croisement de toutes les contraintes conduit à la définition de l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif, le contexte le plus favorable étant un traitement par tranchées d'épandage, à faible profondeur, dans le sol en place. Si ces conditions ne sont pas respectées, il faudra prévoir des techniques d'assainissement plus « sophistiquées », et de ce fait, plus coûteuses.



#### 4.2.2 Aptitude des sols à l'assainissement autonome

**Aucune étude concernant l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif n'est actuellement disponible.**

Dans les secteurs plus au moins denses en assainissement autonome, à savoir le Châtelard (où il est prévu l'extension du réseau des eaux usées) et Route du Grand Pré (où il est prévu la réhabilitation du réseau "unitaire" existant en réseau eaux usées), la carte géologique, feuille de Luc en diois montre que presque toutes les habitations sont implantées sur des alluvions récentes des fonds de vallées (1 à 2 m) dont la nature n'a pas été décrite.



#### 4.2.3 Remarques importantes

La carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif est un outil d'aide à la décision pour le choix du zonage de l'assainissement par les élus de la Commune de **BEAURIERES**. Elle est, le cas échéant, utilisée par le SPANC (Service Public de l'Assainissement Non Collectif) dans le cadre de sa mission de contrôle des installations existantes, ainsi que pour l'attribution des autorisations de construction ou de réhabilitation. Elle n'est cependant pas exhaustive à l'échelle de la commune et ne fait pas l'objet de l'enquête publique.



Certaines techniques particulières, admises pour la réhabilitation ou la création de dispositifs d'assainissement autonome pour des habitations existantes, ne seront autorisées qu'à titre exceptionnel. Elles peuvent être refusées dans le cas de constructions neuves.

#### **4.2.4 Coûts du projet et répercussions financières**

##### **4.2.4.1 Coûts d'investissement en équipements d'assainissement non collectif**

Le coût d'investissement pour la mise en place d'une filière d'assainissement non collectif est très variable d'un abonné à l'autre, il dépend notamment :

- de la nature de l'opération (constructions neuves ou réhabilitations),
- de la qualité des ouvrages existants (fosses réutilisables ou à remplacer, etc.),
- de la nature des sols,
- des contraintes locales (fortes pentes, nécessité de relever les effluents, etc.),
- du dimensionnement des ouvrages (fonction de la taille et de l'occupation du bâti).

Le coût de la mise en place ou de la réhabilitation des assainissements individuels, non conformes ou manifestant des dysfonctionnements, est estimé en moyenne entre 8 000 et 10 000 € (pour un logement de 3 chambres).

NB : le pétitionnaire devra fournir une étude de sols spécifique à l'assainissement autonome de manière à adapter la filière au terrain et au bâti concerné. Le montant de cette étude peut être estimé à 1 200 € HT.

##### **4.2.4.2 Coûts de fonctionnement des équipements d'assainissement non collectif**

Les dispositifs de prétraitement, fosses septiques ou fosses toutes eaux doivent être vidangés tous les 4 ans (ou après contrôle de la hauteur de boues) d'après la réglementation en vigueur par un vidangeur agréé. Cet entretien est indispensable pour éviter le colmatage des fosses et pour empêcher tout départ de boues susceptible de colmater les ouvrages de traitement à l'aval ou de nuire à l'environnement et à la salubrité publique si le rejet est direct.

#### **4.2.5 Répercussions financières**

La totalité des coûts d'investissement et de fonctionnement des filières d'assainissement non collectif est à la charge des propriétaires des installations.

## 5 ASSAINISSEMENT COLLECTIF

---

### 5.1 Généralités

La Commune de BEAURIERES possède un système d'assainissement complet, comportant un réseau d'assainissement des eaux usées, un réseau d'eaux pluviales et une station d'épuration.

Le service d'assainissement collectif est exploité en régie communale.

### 5.2 Système d'assainissement

#### 5.2.1 Le réseau

Les réseaux d'assainissement comptent un linéaire d'environ 4.15 km dont 0.95 d'eaux pluviales. Ils sont ponctués de 76 regards.

Le réseau d'assainissement est composé essentiellement de conduites en PVC de diamètre 200, les conduites du réseau d'eaux pluviales sont en Béton de diamètre 200 mm.

Ce réseau a fait l'objet d'une visite en octobre 2017 et un SIG a été établi par NALDEO.

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées (P202.2B) a été estimé de l'ordre de 36/120. D'après la Commune, 90% du linéaire du réseau a été mis en place en 2003, en même temps que la station d'épuration. En prenant en compte cette information, la valeur de cet indice serait de l'ordre de 40/120.

#### 5.2.2 Station d'épuration

Il s'agit d'une station d'épuration de type lagunage naturel d'une capacité nominale de 225 équivalents-habitants (EH), la charge hydraulique nominale est de 30 m<sup>3</sup>/j. Elle a été mise en service en décembre 2003 et a comme exutoire final « Le Maravel ».

D'après les données recueillies, la station d'épuration a été mise en service en 2003 mais elle n'a jamais fonctionné à sa capacité nominale (40% maximum au niveau hydraulique).

D'après les données SATESE, 2008 à 2016, les charges hydrauliques et en pollution (DBO5) ne dépassent pas la capacité nominale de la station et les rendements épuratoires en DBO5, DCO et MES étaient bons. Donc la station d'épuration de la Commune de BEAURIERES serait conforme en équipement ainsi qu'en performance.

## 5.3 Performance du système d'assainissement

### 5.3.1 Etude diagnostique sur le réseau d'assainissement

Le réseau d'assainissement de la Commune a fait l'objet d'une étude diagnostique avec campagne de mesures de débit qui s'est déroulée du 23 janvier au 20 février 2018. Le bilan de pollution a été réalisé au niveau du point de mesure de débit en entrée de la station d'épuration du 23 au 24 janvier 2018.

#### 5.3.1.1 Campagne de mesures

Cette étude a mis en évidence sur le réseau de **BEAURIERES** :

- **Par temps sec**, le débit total moyen sur l'ensemble des bassins de collecte était sur la période de suivi de l'ordre de 39.6 m<sup>3</sup>/j (soit 132 % de la capacité nominale de la station), avec 14.6 m<sup>3</sup>/j d'eaux usées (soit 108 EH) et 25.1 m<sup>3</sup>/j d'eaux claires parasites de temps sec.
- **Par temps de pluie**, la surface active était de l'ordre de 0.1150 ha.

Le trop-plein de la station d'épuration a déversé le 27/01/2018 de 12h35 à 15h10 correspond à l'évènement pluvieux du 27/01/2018 de 09h00 à 22h00 (pluie d'occurrence 15 jours).

Les résultats des analyses bilan pollution en entrée STEP par temps sec ont mis en évidence :

- des charges polluantes (14 EH en DBO5 et 44 EH en DCO) mesurées largement inférieures à la charge hydraulique (301 EH), cette faible charge en pollution peut éventuellement être attribuée aux taux des eaux claires parasites permanentes et présence éventuelle de prétraitements qui abattent la pollution véhiculée par le réseau.
- le rapport DCO/DBO5 (de l'ordre de 6.2), au niveau de l'entrée de la station d'épuration de la Commune de BEAURIERES, témoigne que les effluents collectés étaient difficilement biodégradables. Deux hypothèses peuvent être émises, la présence de sel (salage des routes) ou la présence éventuelle de prétraitements qui abattent la pollution véhiculée par le réseau.

#### 5.3.1.2 Localisation des eaux claires parasites du temps sec (ECP)

L'inspection nocturne des Eaux Claires Parasites dans la nuit du 8 au 9 mars 2018 a permis de localiser 1.2 m<sup>3</sup>/h d'ECP, soit environ 100% du débit total sur la période de suivi.

L'inspection caméra a été proposée sur 500 ml, l'objectif des travaux étant l'élimination de 92% des eaux claires parasites localisées.

Les principaux défauts repérés sont consignés dans le tableau ci-dessous :

Types de défaut	Étiquettes de lignes	Nombre de Défauts
ETANCHEITE/STRUCTURANT	Raccordement direct	16
ENCOMBREMENT	Concrétion	2
<b>TOTAL</b>		<b>18</b>

#### 5.3.1.3 Localisation des eaux claires parasites de temps de pluie

Des tests à la fumée sur l'ensemble du réseau de la Commune, suite à la campagne de mesures, ont été réalisés en octobre 2017. Ces tests ont mis en évidence 26 anomalies (dont 2 N°22 à N°26 localisés sur un réseau unitaire) réparties comme suit :

Chéneaux	Grilles pluviales	Boîtes et regards non étanches	Autres
14	2 + 1 avaloir	7	2

### 5.4 Programme de travaux proposés

#### 5.4.1 Amélioration de l'exploitation

##### 5.4.1.1 Amélioration de l'accès aux réseaux

9 regards de visite sont situés sous chaussée : REG\_\_013, REG\_\_014, REG\_\_015, REG\_\_024, REG\_\_025, REG\_\_026, REG\_\_027, REG\_\_034.1 et REG\_\_043. Les travaux proposés consistent en :

- Mise à la côte des 6 regards de visite sous chaussée et 3 sous terre
- Remplacement de 1 tampon en fonte avec système ouverture cassé
- Recherche des 7 regards de visite non localisés (A réaliser dans le cadre de l'exploitation)

**Le coût des travaux a été estimé de l'ordre de 3 000 €H.T.**

##### 5.4.1.2 Présence de dépôts dans les conduites

1 regard présentait des dépôts en quantité importante et 2 regards (REG\_021 et REG\_037) présentaient des traces de mises en charge. Pour ces anomalies, la seule action corrective consiste en un curage **plus régulier** des secteurs concernés.

**Le coût est estimé à environ 500 €H.T. pour 100 ml de canalisation.**

#### 5.4.2 Amélioration du fonctionnement (la collecte)

##### 5.4.2.1 Elimination des eaux claires parasites de temps sec

Les travaux proposés consistent en la mise en place de :

- Manchettes sur les deux concrétions,
- L'étanchement par piquage ou manchette chapeau, le chemisage par inversion....
  - 2 branchements où il est soupçonné des arrivées des eaux claires parasites (à court terme)
  - L'étanchement des 14 branchements directs (Pour Mémoire (PM) à long terme)

Les travaux proposés permettront de supprimer 20 m<sup>3</sup>/j d'eaux claires parasites, soit environ 70% du débit d'eaux claires parasites de l'objectif.

**Le coût des travaux a été estimé de l'ordre de 10 000 €H.T.**

#### 5.4.2.2 Elimination des eaux claires parasites de temps de pluie

Les travaux proposés ne concernaient que les défauts d'ordre public. Ils consistaient en la déconnexion des 2 grilles pluviales ainsi qu'en 7 interventions d'étanchéifications ponctuelles avec :

- Reprise de rehausses,
- Résine à appliquer dans les regards,
- Manchette à poser sur les tuyaux en mauvais état.

Les travaux proposés sur les surfaces actives localisées ont pour objectif l'élimination de 700 m<sup>2</sup> de surface active et de procéder à des investigations complémentaires auprès des particuliers pour des travaux d'inversion de branchement.

**Le coût des travaux a été estimé de l'ordre de 10 000 €H.T.**

#### 5.4.3 Extensions du réseau

Ces extensions concernent les habitations :

- du Quartier Châtelard qui sont actuellement assainies de manière autonome (Assainissement Non Collectif).
- le long de la Route du Grand Pré (D93) qui rejettent dans un collecteur unitaire qui déverse directement au milieu naturel. Des traces d'EU ont été trouvées aux rejets de ce collecteur.

**Les scénarii qui ont ainsi été proposés :**

- Extension du réseau EU "Châtelard" **seul**
- Extension du réseau EU Route du Grand Pré (D93) **seul**, en utilisant la canalisation en DN 200 béton déjà en place après travaux de réhabilitation
- Extension du réseau EU Quartier Châtelard via Route du Grand Pré (D93) **avec** l'utilisation de la canalisation en DN 200 béton déjà en place après travaux de réhabilitation

##### 5.4.3.1 Extension du réseau EU "Châtelard" seul

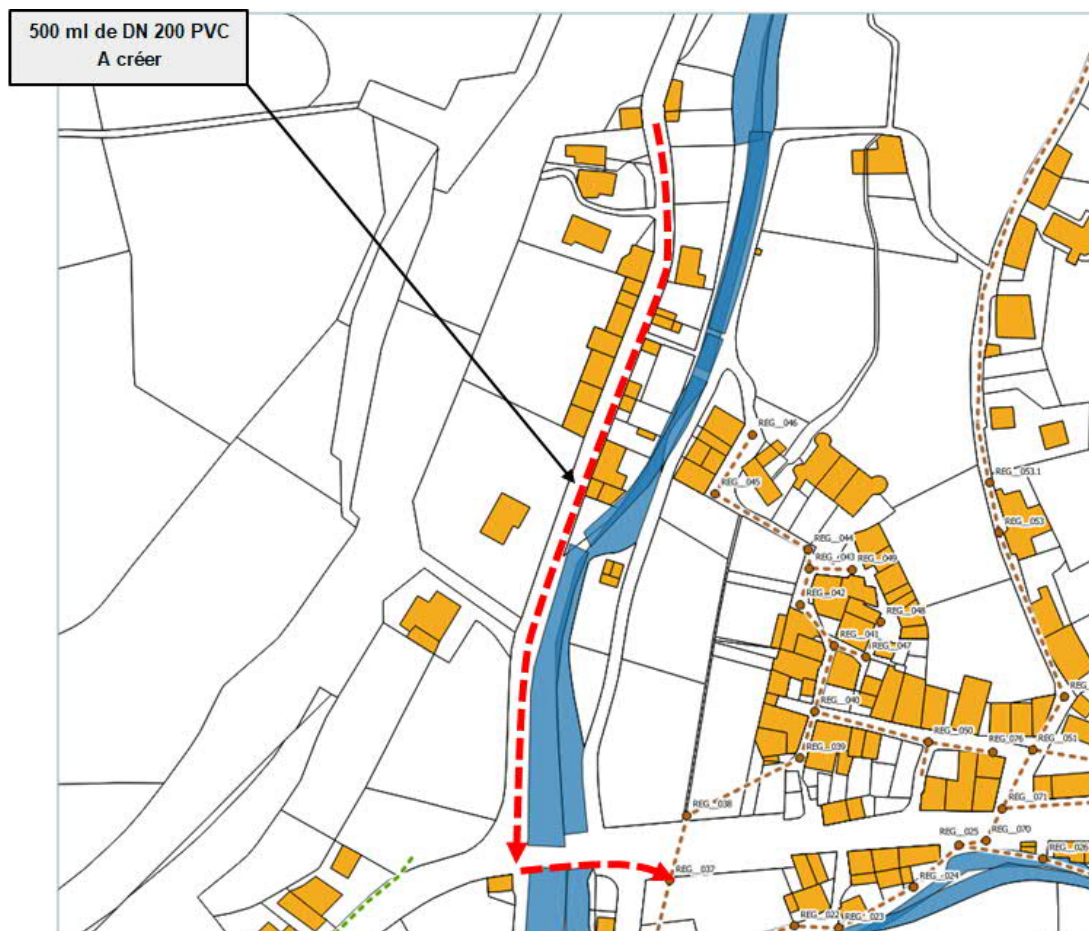
Les travaux proposés consistent en la création d'un réseau d'eaux usées en DN 200 PVC sur la D150 "Le Châtelard" et traverser le pont "Le Marvel" pour récupérer le réseau d'assainissement au niveau du Regard N°37.

Cette solution présente :

- l'avantage que le raccordement à l'assainissement collectif soit réalisé indépendamment des travaux d'assainissement pour le raccordement du Quartier Route du Grand Pré (RD 93).
- l'inconvénient, c'est que ce scénario est plus cher seul si on le ramène au nombre d'Equivalent Habitant (E.H.) raccordé et présente la contrainte de la traversée au niveau du Pont de Route Départementale du Maravel.

**Le coût des travaux a été estimé de l'ordre de 257 000 €H.T., soit 12 850 €H.T. par branchement (20 branchements recensés).**

*Figure 2 : Extension du réseau EU "Châtelard" seul*



#### 5.4.3.2 Extension du réseau EU Route du Grand Pré (D93) seul avec la réhabilitation de la canalisation existante

Des travaux d'accessibilité au réseau le long de la RD 93 et des inspections caméra ont ainsi été réalisés en décembre 2019 sur la canalisation existante.

Les inspections caméra ont mis en évidence les défauts suivants :



- 16 défauts majeurs sur environ 700 ml (fissures circulaires, raccordement pénétrant, racines et radicelles avec obstruction partielle, poinçonnement, perforation avec réparation ponctuelle...)
- 8 défauts mineurs liés aux raccordements directs non pénétrants

Des travaux de réhabilitation par l'intérieur de cette conduite ont ainsi été proposés pour sa réutilisation en canalisation eaux usées.

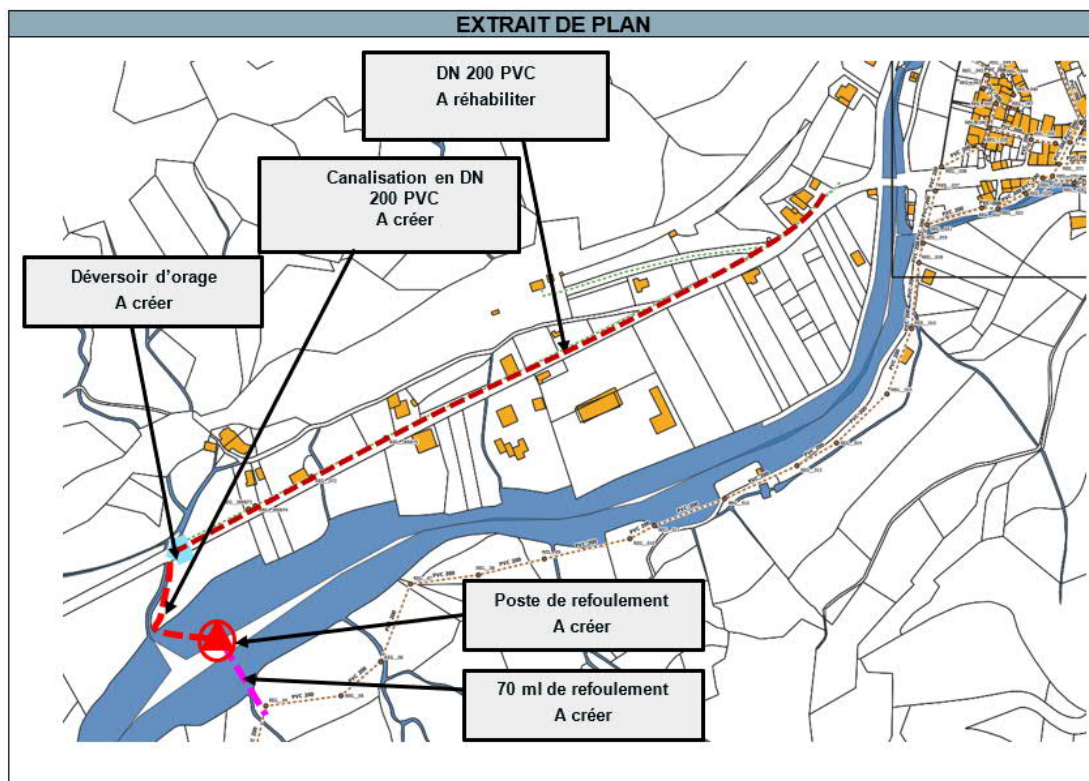
En plus des travaux de réhabilitation du réseau d'eaux usées en DN 200 PVC sous la D93 pour récupérer l'ensemble des habitations (à l'exception de la gare), il est projeté :

- La mise en place d'un D.O. pour la gestion des effluents par temps de pluie
- Un poste de refoulement sera créé pour refouler les effluents dans le réseau d'assainissement au niveau du regard REG\_04.

**Le raccordement de ce secteur à l'assainissement collectif, par réhabilitation de la canalisation en place, permet de s'affranchir des travaux de pose de canalisations sous la RD 93, mais présente des contraintes pour la traversée du cours d'eau** (contraintes administratives Loi sur l'Eau et travaux en rivière).

**Le coût des travaux a été estimé de l'ordre de 206 000 €H.T., soit 10 840 €H.T. par branchement (19 branchements recensés).** Il est à signaler que cette canalisation, d'une longueur de 950 ml, a une valeur patrimoniale à neuf de l'ordre de 190 000 €H.T. (ratio 200 €H.T. le ml). Cette valeur est à prendre en compte à terme soit un coût de travaux supplémentaire par branchement de l'ordre de 10 000 €H.T.

*Figure 3 : Extension du réseau avec la réhabilitation de la canalisation existante*



#### 5.4.3.3 Extension du réseau EU Quartier Châtelard via Route du Grand Pré (D93)

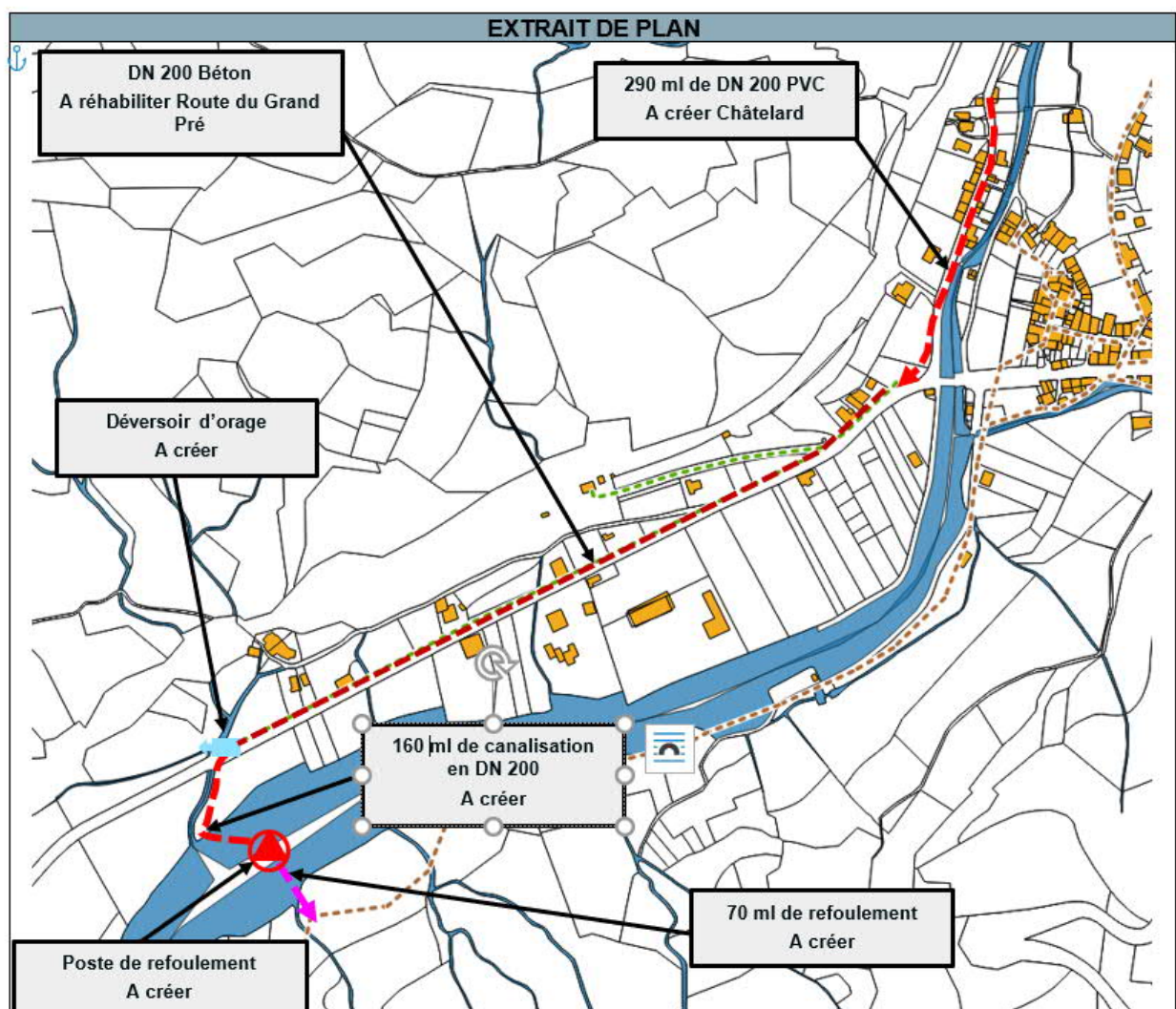
Les travaux proposés consistent en la création d'un réseau d'eaux usées en DN 200 PVC sur la D150 "Le Châtelard" qui rejoint le réseau d'eaux usées en DN 200 béton à réhabiliter sur la D93 pour récupérer l'ensemble des habitations des deux quartiers.

Un D.O. sera créé pour la gestion des effluents par temps de pluie et un poste de refoulement sera créé pour refouler les effluents dans le réseau d'assainissement au niveau du regard REG\_04.

**Cette solution présente l'avantage d'être moins chère que les précédentes mais présente un inconvénient majeur qui est que l'assainissement collectif du Quartier Châtelard ne peut être réalisé que si l'assainissement collectif de la Route du Grand Pré est réalisé.**

**Le coût des travaux a été estimé de l'ordre de 394 000 €H.T., soit 10 100 €H.T. par branchement (39 branchements recensés).**

*Figure 4 : Extension du réseau EU Quartier Châtelard via Route du Grand Pré (D93) avec l'utilisation de la canalisation en place après avoir procédé à sa réhabilitation par l'intérieur*





**Il est à signaler que si les travaux de raccordement des deux quartiers sont faits séparément, le coût de travaux est alors estimé à 463 000 €H.T., soit 11 870 €H.T. par branchement (39 branchements recensés).**

#### **5.4.4 Remarques concernant l'extension du réseau à ces secteurs**

##### **5.4.4.1 Etablissement de solutions d'assainissement**

Pour permettre à la Commune de faire son choix, les scénarii d'extension du réseau sont comparés à la solution du possible maintien de l'assainissement non collectif sur des bases objectives selon une approche technique, financière, environnementale et règlementaire.

Il est à signaler que :

- **L'assainissement individuel ou non** collectif (maîtrise d'ouvrage privée) : assainissement au niveau de chaque habitation et éventuellement assainissement autonome regroupé sur plusieurs habitations lorsque les propriétaires décident de s'associer.
- L'assainissement collectif (maîtrise d'ouvrage publique) : au niveau du hameau ou d'un groupe de hameaux, ou raccordement au système d'assainissement collectif existant avec collecte et traitement des eaux.

Les facteurs, souvent concomitants, pouvant justifier l'étude d'un scénario d'assainissement collectif sont :

- Aptitude médiocre des sols
- Densité de l'habitat
- Nuisances constatées liées au mauvais fonctionnement des filières existantes
- Pollution produite
- Perspectives d'urbanisation
- Proximité des réseaux existants
- Contraintes naturelles (pentes, zones protégées)
- Protection des captages d'eau potable dans la plupart des cas

##### **5.4.4.2 Cas de la Commune de Beaurières**

L'absence de données, sur l'état du parc de l'assainissement autonome sur les secteurs concernés, et d'une étude de sol ne permettent pas de faire des comparaisons entre le coût d'assainissement collectif et non collectif.

A titre indicatif, le coût de la mise en place ou de la réhabilitation des assainissements individuels, non conformes ou manifestant des dysfonctionnements, est estimé en moyenne entre 8 000 et 10 000 € (pour un logement de 3 chambres) et les coûts de travaux des scénarii d'extension présentés ci-dessus oscillent entre 10 000 €H.T. et 12 850 €H.T. par branchement.

## 5.5 Exploitation et gestion patrimoniale

### 5.5.1 *Entretien et exploitation du système d'assainissement*

Aux coûts d'investissement, il faudrait ajouter les coûts d'entretien et d'exploitation du système d'assainissement.

Le service d'assainissement collectif doit également prévoir un budget annuel correspondant au curage préventif du système de collecte et de transfert des eaux usées : collecteurs, ouvrages de surverse, branchements et boîtes de branchement.

Le principe d'un curage intégral du système collectif tous les 5 ans peut être retenu, et de 1/5 des branchements, de sorte que le nettoyage annuel du 5e du réseau collectif des eaux usées peut être « budgété ».

**En l'état actuel des infrastructures d'assainissement, le coût de l'exploitation peut être estimé de l'ordre de 4100 €H.T.**

### 5.5.2 *La gestion patrimoniale*

#### 5.5.2.1 *Notion de la gestion patrimoniale*

D'après le Guide ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement) de décembre 2015 :

« La gestion patrimoniale d'une infrastructure consiste à la maintenir en état, tout au long de son cycle de vie, pour optimiser le coût des opérations d'acquisition, d'exploitation ou de réhabilitation afin de fournir un niveau de service performant qui répond à la fois aux besoins et aux attentes et ce, en cohérence avec l'évolution des attentes des usagers, des technologies disponibles et du cadre réglementaire. Il s'agit donc de trouver un équilibre entre les performances de l'infrastructure, les risques encourus et les coûts à supporter par le service et l'environnement qu'il soit humain ou naturel. Il s'agit de raisonner à l'échelle du système qui doit pouvoir s'adapter en fonction d'un changement d'objectif (évolution des attentes des usagers), d'un changement local ou d'un changement à plus large échelle (changement climatique par exemple). L'objectif n'est donc pas seulement de maintenir mais de faire évoluer. La gestion patrimoniale relève d'abord de la collectivité, autorité organisatrice (commune, syndicat, EPCI à fiscalité propre...), qui détient la compétence assainissement. Elle est donc l'organe décisionnel, responsable et propriétaire du patrimoine. La gestion du patrimoine dépend également de l'opérateur (en régie ou en DSP publique ou privée) qui, dans ces décisions d'exploitation, devra veiller à mettre en place une politique de maintenance efficace ».

L'absence d'une gestion patrimoniale et donc la dégradation de l'état de santé des ouvrages peut avoir des conséquences multiples, notamment pour les conduites :

- Effondrement de voirie ;
- Pollution du milieu naturel ;
- Débordement ;
- Inondations...

#### 5.5.2.2 Estimation de la valeur patrimoniale eaux usées

Le service d'assainissement de la Commune est assuré par un réseau d'eaux usées d'environ 4 km et d'une station d'épuration qui a été mise en service en 2003. Le nombre de branchements serait de l'ordre de 80 et le réseau d'eaux pluviales compte 1.1 km de réseau.

La valeur patrimoniale des ouvrages a été estimée en se basant sur les hypothèses suivantes :

- coût de canalisation Eaux Usées à 200 € par mètre linéaire,
- coût de canalisation Eaux Pluviales à 200 € par mètre linéaire,
- coût de branchement eaux usées à 1 500 € par unité,
- coût de la station d'épuration mise en place en 2003 était de l'ordre de 76 552 €.

La valeur à neuf du patrimoine a été estimée de l'ordre de 1 280 000 € H.T. soit 16 000 € H.T. par abonné.

Il est à rappeler que la durée d'amortissement est de :

- 30/35 ans pour la station d'épuration,
- 50/60 ans pour les réseaux d'assainissement.

Notre approche très simpliste consiste à considérer le remplacement des 4 km en 40 ans, ce qui laisse entendre qu'environ 2.5 % (100 ml) du réseau doit être renouvelé chaque année, donnant un volume moyen de travaux de l'ordre de 20 000 € annuel, pour le seul renouvellement du réseau d'assainissement.

Il est à signaler :

- qu'il ne s'agit que d'ordres de grandeurs qui ne pourront s'affiner qu'avec la réalisation d'une étude patrimoniale complète,
- que pour une bonne gestion patrimoniale des réseaux, il est indispensable de calibrer au mieux les renouvellements et d'anticiper ou de lisser d'éventuelles grosses « vagues » de renouvellement à venir.

## 6 LE CHOIX DE LA COMMUNE

Les élus de la Commune de BEAURIERES ont choisi de retenir l'extension du réseau eaux usées au Quartier Châtelard via Route du Grand Pré (D93) avec l'utilisation de la canalisation en place après avoir procédé à sa réhabilitation par l'intérieur.

CHIFFRAGE DES TRAVAUX EU		Quantité	Prix unitaire € H.T.	Coûts en € H.T.
Fourniture et pose d'un tuyau DN 200 PVC y compris les regards sous route départementale	Prof 1,5 m	210 ml	384	80 640
Fourniture et pose d'un tuyau DN 200 PVC y compris les regards hors voiries	Prof 1,5 m	80 ml	184	14 720
Création d'un branchement 7 ml		20	4 000	80 000
Travaux de Fraisage	Prof 1,3 m	8	400	3 200
Fourniture et pose d'une manchette sur DN 200		16	2 000	32 000
L'étanchement de piquage par manchette des branchements		8	2 000	16 000
Création d'un branchement 7ml	Prof 1,3 m	19	4 000	76 000
Création d'un Déversoir d'orage		1	10 000	10 000
Fourniture et pose d'un tuyau DN 200 PVC hors voirie	Prof : 1,3 m	160	180	28 800
Création d'un poste de refoulement		1	50 000	50 000
Fourniture et pose d'une conduite de refoulement	Prof 1,3 m	70	100	7 000
SOUS TOTAL en € H.T.				<b>328 160</b>
Frais divers et imprévus environ 20%				<b>65 840</b>
TOTAL en € H.T.				<b>394 000</b>

## 7 FINANCEMENT

---

A ce jour, les aides publiques portent principalement sur le transport et le traitement des eaux usées.

- **La collecte** concerne les ouvrages indispensables pour le fonctionnement du réseau. Ils servent soit séparément, soit simultanément à la collecte des eaux et à leur introduction dans le réseau. La collecte est partiellement prise en charge financièrement par les partenaires institutionnels. Elle se limite à la collecte publique en excluant tous travaux de raccordement chez le particulier.
- **Le transport** concerne les ouvrages depuis le dernier branchement de collecte jusqu'au site de traitement.
- **Le traitement** est partiellement pris en charge financièrement par les partenaires institutionnels.

### 7.1 Modalités d'éligibilité aux aides

Les subventions sont attribuées sur présentation d'un dossier comprenant notamment une étude technique, un devis estimatif et une notice d'incidence environnementale pour les ouvrages de petite à moyenne importance. La présentation du dossier environnemental est très encadrée sur le plan réglementaire. Le dépôt des dossiers doit répondre également à une planification stricte, préalablement à la réalisation travaux.

Les financeurs potentiels sont l'État, l'Agence de l'Eau et le Département.

### 7.2 Taux actuels de subventions

En application de l'article L.2334-33 du CGCT, les Communes répondant à certains critères démographiques et de richesse peuvent bénéficier de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR) avec notamment les collecteurs de collecte séparative des petites communes rurales, les collecteurs de transport intercommunaux et le dispositif de traitement eaux usées.

### 7.3 Agence de l'Eau

Pour l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée, le taux d'aide pour les opérations liées à l'assainissement est de l'ordre de 30 % et selon des coûts de construction plafonnés en fonction de la nature de l'ouvrage. Les travaux de création de réseaux de collecte ainsi que d'extension, de renouvellement et de renforcement de réseaux, ne sont pas éligibles.

Pour être éligible, la Commune doit disposer d'une tarification minimale de la part assainissement de l'eau de 1 € H.T./m<sup>3</sup> sur la base d'une facture de 120 m<sup>3</sup>, avoir réalisé un Schéma Directeur d'Assainissement comportant un diagnostic du système d'assainissement (réseaux + ouvrage d'épuration) et la fourniture des indicateurs de connaissance patrimoniale...

### 7.4 Département de la Drôme

Le Département de la Drôme a, quant à lui et selon les dispositions du dispositif départemental d'aides « Eau et Assainissement » adopté en février 2018 :

- l'ensemble des ouvrages d'assainissement « eaux usées » définis dans l'étude technique,
- les projets d'ensemble faisant partie de contrats rivière ainsi que les travaux visant à réduire les « points noirs » du territoire drômois ou répondant à des exigences réglementaires.

Les travaux liés aux réseaux de transport et aux ouvrages d'épuration sont éligibles uniquement dans le cadre de la mise en conformité (définie par la Police de l'Eau) du système d'assainissement avec la directive européenne ERU (Eaux Résiduaire Urbaines).

En mars 2018, le Département de la Drôme a inscrit son action dans la ligne droite des objectifs qui lui sont assignés par la Loi NOTRE en accompagnant les collectivités de son territoire, communes rurales de moins de 5000 habitants et intercommunalités de moins de 50 000 habitants, dans la réalisation de leurs investissements au titre de la solidarité territoriale.

#### **7.4.1.1 Cas de la Commune BEAURIERES**

Un contrat Zone de Revitalisation Rurale (ZRR) a été signé entre la Communauté des Communes du Diois, l'Agence de l'Eau, la Préfecture et le Département de la Drôme pour accompagner au mieux les communes du territoire dans la mise à niveau de leurs installations d'assainissement ce qui permettrait une optimisation des financements publics et l'atteinte d'un taux de financement proche de 80% tout financeur confondu.

### **7.4.2 Les travaux éligibles**

#### **7.4.2.1 Les programmes d'ensemble**

Sont éligibles les travaux concernant la réalisation de programmes d'ensemble pour la collecte, le transfert et le traitement des eaux usées à l'échelle d'un périmètre d'assainissement qui ne dispose pas d'ouvrage de traitement des eaux usées, l'objectif étant l'amélioration de l'impact sur le milieu naturel par la pose de réseaux étanches et durables et de l'amélioration du traitement des eaux usées.

#### **7.4.2.2 Les stations de traitement des eaux usées**

Sont concernées les installations permettant le traitement des effluents d'eaux usées ainsi que celles concernant le stockage et la valorisation des boues, la filière boues faisant partie intégrante de l'installation.

Le financement de stations de traitement des eaux usées est envisagé lorsque :

- La collectivité décide de créer une station de traitement des eaux usées dans le cadre d'un programme d'ensemble,
- Les ouvrages de traitement d'eaux usées existants sont vétustes et/ou en dysfonctionnement depuis de nombreuses d'années, ces éléments ayant fait l'objet d'un diagnostic ou de rapports récurrents du SATESE, voire d'un bureau d'études indépendant, sur ces dysfonctionnements,
- Les ouvrages existants reçoivent une charge organique supérieure à leur capacité nominale qui nécessite soit leur réhabilitation soit la construction d'un nouvel ouvrage,
- La création d'un ouvrage de traitement des matières de vidange peut permettre de répondre à l'attente d'un territoire et, ce, en cohérence avec le Schéma interdépartemental de Gestion des Boues et des Matières de Vidange.

#### 7.4.2.3 La collecte

Les travaux éligibles devront avoir été définis dans le schéma directeur d'assainissement en cours et mettre en œuvre le scénario le plus pertinent qui aura été identifié, les hypothèses ayant conduit à le retenir devant être présentées. Ils concernent :

- L'extension et/ou la création de réseaux de collecte séparatifs permettant la collecte et le traitement des eaux usées domestiques, notamment dans le cadre de programme d'ensemble ;
- La mise en séparatif de la collecte des eaux usées par la création de réseaux neufs avec reprise des branchements, création de déversoirs d'orage sur les collecteurs unitaires et déconnexion réseaux d'eaux pluviales. La transformation de réseaux unitaires en réseaux séparatifs ne sera envisagée que dans des cas très spécifiques et argumentés ;
- Le remplacement de conduites vétustes et/ou en mauvais état dans la mesure où elles sont à l'origine de dysfonctionnements graves sur la station d'épuration.

#### 7.4.2.4 Les collecteurs de liaison ou transport

Les travaux éligibles concernent, dans le cadre d'un programme d'ensemble :

- Les créations ou les extensions de réseaux de transport d'eaux usées domestiques vers l'ouvrage d'épuration communal ;
- La création d'un collecteur de rejet à l'aval de la station ;
- Les raccordements des réseaux de collectes des eaux usées domestiques des hameaux sur l'ouvrage communal ;
- Le remplacement de conduites vétustes et/ou en mauvais état dans la mesure où elles sont à l'origine de dysfonctionnements graves sur la station d'épuration.

#### 7.4.2.5 Autres travaux éligibles

- **Le stockage des eaux usées** : La création de bassins d'orage nécessaires pour satisfaire aux obligations réglementaires en matière de gestion des eaux claires parasites sera prise en compte sur la base d'études de diagnostic des réseaux telles que prévues par l'arrêté du 21 juillet 2015 précité. Leur création devra permettre de réduire le nombre de déversements au niveau des déversoirs d'orage et/ou l'arrivée massive d'eaux claires parasites sur les ouvrages de traitement.
- **La mise en place de dispositifs d'autosurveillance** sur les déversoirs d'orage des réseaux : Les travaux de première fourniture et pose de dispositifs d'autosurveillance sur l'ensemble des déversoirs d'orage équipant les réseaux et concernés par les dispositions réglementaires sont éligibles.
- **Ajout d'équipements** : Les travaux peuvent concerner l'ajout de matériels absents lors de la construction des ouvrages, dont la pose est rendue nécessaire à leur fonctionnement et leur exploitation, après avis du SATESE et dans la mesure où leur coût n'est pas disproportionné au regard de la nature des ouvrages en place. Cela peut concerner, par exemple, la pose d'un dégrilleur automatique ou encore la 1<sup>re</sup> mise en place de la télégestion.

#### 7.4.2.6 Les travaux non éligibles

Ne sont pas éligibles :

- La collecte et le transport des eaux pluviales,
- Le remplacement de conduites vétustes par des conduites de diamètres identiques sauf dispositions prévues, la réhabilitation ainsi que la desserte interne de lotissements, zones artisanales et industrielles,
- Les travaux d'extension de réseau hors présentation d'une programmation de travaux issue d'une étude de diagnostic ou d'une mise à jour d'un schéma directeur d'assainissement, le tout en cohérence avec les documents d'urbanisme de la collectivité,
- L'assainissement non collectif,
- La collecte et le transport des effluents industriels,
- Les travaux de raccordements d'effluents industriels.

## 7.5 Charges pour la Commune et sources de revenus

Il reste donc, à la charge de la collectivité compétente en matière d'assainissement collectif :

- la part de l'investissement non subventionné,
- l'amortissement des ouvrages,
- les frais de fonctionnement du service d'assainissement collectif.

### 7.5.1 Sources de revenus

Le service d'assainissement, étant connu comme service public à caractère industriel et commercial, devra être équilibré en recettes et en dépenses (Code des Collectivités Territoriales, Chapitre IV).

#### 7.5.1.1 Taxations ponctuelles

Elles concernent notamment la participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (FPAC), elle a remplacé en juillet 2012 la Participation pour Raccordement à l'Egout (PRE).

#### 7.5.1.2 Taxations permanentes sur le prix de l'eau consommée

Elle est instaurée par la mise en place d'une redevance qui est proportionnelle à la consommation d'eau de l'utilisateur, mais qui peut également comporter une part fixe (qui couvre les charges fixes du service).

### 7.5.2 Intégration dans le budget communal

Les agglomérations de moins de 3 000 habitants peuvent recourir au budget général pour financer une partie des dépenses du service d'assainissement. Le Plan Comptable M49 doit le faire apparaître.



## 8 CHOIX DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES

L'obligation de zonage d'assainissement est apparue avec La Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 (article 35 créant les articles L.372-1 et L.372-1-1 du Code des Communes), complétée par la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 et retranscrit dans le Code Général des Collectivités Territoriales (article L.2224-10) stipule que "Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte, le stockage, et le traitement des eaux usées,
- les zones d'assainissement non collectif, où elles sont seulement tenues d'assurer le contrôle des filières autonomes et, si elles le décident, leur entretien".

Le zonage doit conduire à la délimitation des zones où l'assainissement collectif est techniquement et financièrement envisageable, et où l'assainissement non collectif est difficile, voire impossible en fonction des contraintes d'habitat et de sol.

Les limites du Zonage d'Assainissement (**Cf. Carte de zonage, annexe 5**) sont proposées à partir des documents d'urbanisme. Elles dépendent des diagnostics réalisés sur l'existant, que ce soit en termes d'assainissement collectif ou non collectif, et de l'ensemble des contraintes locales d'habitat.

Le Conseil Municipal de la Commune de **BEAURIERES** a donné un avis sur la cartographie de zonage d'assainissement et a décidé (**Cf. délibération, annexe 6**) :

- Assainissement collectif existant (en rouge) : le centre du Bourg et englobe toutes les habitations raccordées au réseau collectif,
- Assainissement collectif futur (en vert) : extension du réseau aux secteurs dits "Châtelard" et "route du Grand Pré",
- Assainissement non collectif (en blanc) : le reste du territoire communal.

Nous rappelons que la délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif et non collectif, indépendamment de toute procédure de planification urbaine, n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles. La délimitation proposée pour l'assainissement collectif ne peut avoir pour effet (Extrait de la Circulaire du 22 mai 1997) :

- ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement,
- ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement non collectif conforme à la réglementation dans le cas où la date de livraison des constructions serait antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement,
- ni de constituer un droit pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte ». Les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement de contributions par les bénéficiaires d'autorisation de construire, conformément à l'article L 332-6-1 du Code de l'Urbanisme.

Elle permet de répartir les habitants de la Collectivité entre usagers de l'assainissement collectif et usagers de l'assainissement non collectif. La mise en place du contrôle de l'assainissement non collectif s'en trouve ainsi facilitée. L'arrêté du 7 septembre 2009 précise les modalités de ce contrôle.

Le choix retenu découle d'une analyse intégrant des critères techniques et environnementaux.

## 9 LES EAUX PLUVIALES

### 9.1 Problématique générale

Les ruissellements pluviaux et leur impact sur le milieu sont directement proportionnels aux surfaces imperméabilisées ou drainées. La pérennité du schéma est donc très dépendante de la bonne prise en compte des urbanisations futures et des modifications des écoulements pluviaux induites.

Deux cas de figure se posent à la Commune :

Si l'opération d'urbanisation est une opération d'ensemble (type ZAC, lotissements, ...) de plus d'1 ha, alors l'aménageur est soumis à la « Loi sur l'Eau » et se doit de réaliser un dispositif de rétention des eaux pluviales. La MISE de la DROME impose que le débit de fuites en état projet soit inférieur ou égal au débit de pointe en l'état actuel. Le fonctionnement du système de rétention doit être précisé jusqu'à l'occurrence centennale.

Si l'opération d'urbanisation est de taille inférieure à 1 ha (opération d'ensemble de petite taille ou permis individuels), elle n'est pas soumise à la Loi sur l'Eau et ne se voit imposer aucune mesure compensatoire. Pourtant, la multiplication de ces opérations se traduit inmanquablement par une augmentation des débits et volumes ruisselés. La Commune doit donc pouvoir intégrer le principe de mesures compensatoires opposables aux tiers pour ce type d'opération, dans ses documents d'urbanisme.

Dans le second cas, les mesures compensatoires pourront être, soit individuelles, soit collectives. Il faut privilégier autant que possible les mesures collectives qui sont assurées d'être :

- étudiées correctement,
- réalisées selon les règles de l'art,
- entretenues régulièrement.

D'un point de vue technique, ces mesures ne peuvent être prévues que dans le cadre d'une réflexion globale et restent de ce fait, à la charge de la collectivité (sauf à mettre en place un Plan d'Aménagement d'Ensemble ou une Procédure pour Voirie et Réseau).

Les principes de base qu'il est possible de suggérer sont les suivants :

- sur tous les secteurs desservis par un réseau séparatif d'eaux pluviales ou par un réseau unitaire, l'imperméabilisation des sols associée à de l'urbanisation devra être compensée. Ainsi, toute nouvelle surface imperméabilisée ne pourra être raccordée au réseau séparatif d'eaux pluviales existant que dans la limite de capacité des collecteurs et après autorisation de la Collectivité,
- pour les parcelles agricoles, situées en amont des zones urbanisées, il serait souhaitable également de proscrire tout aménagement tendant à accélérer les ruissellements (suppression de haies, recalibrage de fossés, drainage des terres...) à moins qu'il ne soit compensé. Les règles de compensation, dans ce domaine, seront à rechercher auprès des Services de l'Etat.

### 9.2 L'assainissement pluvial

Le territoire de la Commune de **BEAURIERES** n'est pas concerné par un Plan de Prévention des Risques Inondation. Il n'existe apparemment pas de problèmes connus de ruissellement et d'imperméabilisation.

## 10 RESPONSABILITE DU MAIRE POUR L'ENVIRONNEMENT ET L'HYGIENNE DANS LA COMMUNE

---

L'article L.2212-1 et -2 du Code Général des Collectivités Territoriales fait obligation au Maire, au titre de la Police Municipale, d'intervenir quand le mauvais fonctionnement d'un équipement sanitaire, public ou privé compromet la salubrité publique.

Le rôle du Maire est :

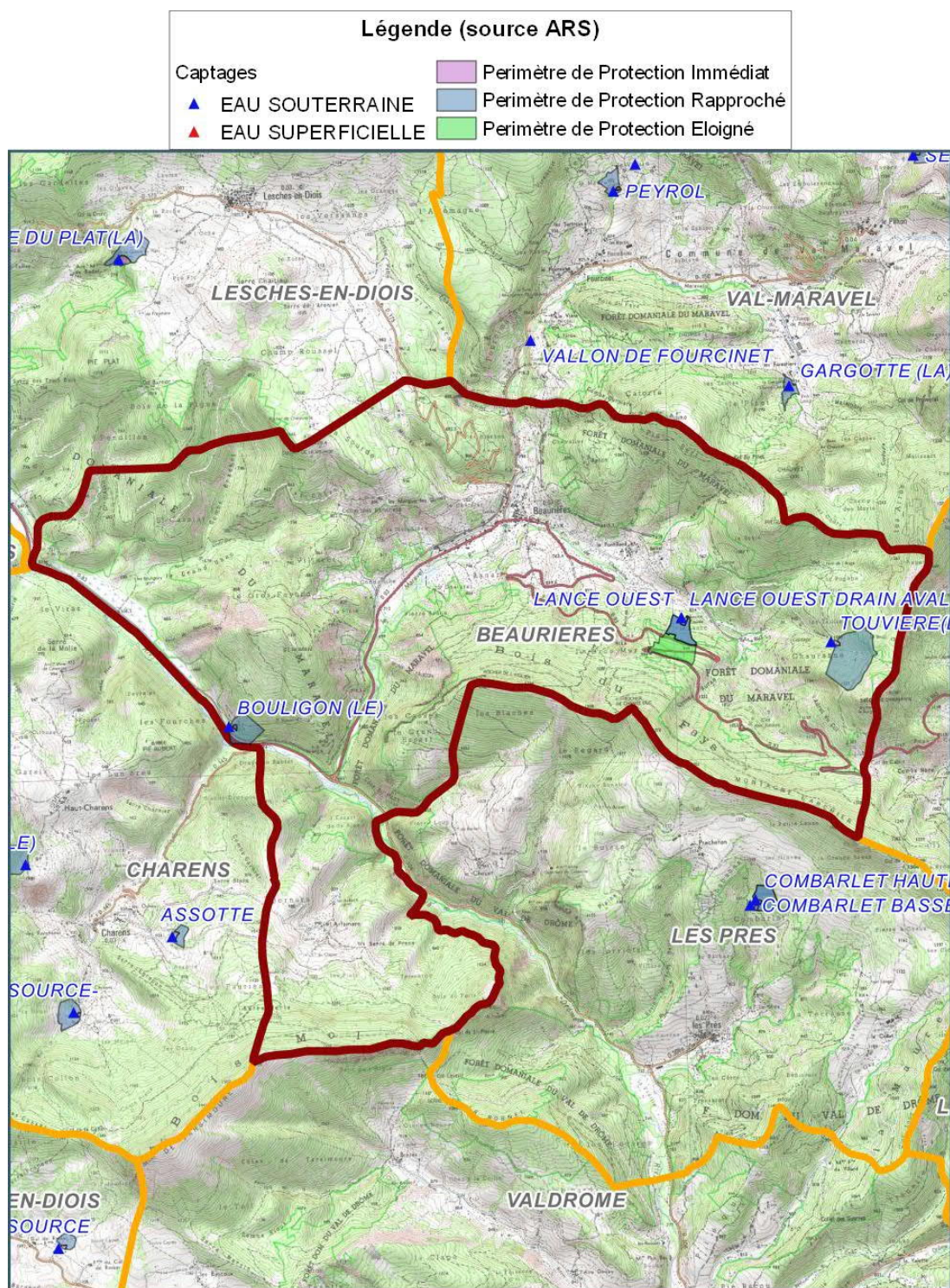
- D'assurer l'entretien et le contrôle de la conformité des branchements au réseau de collecte,
- De délivrer des autorisations pour les rejets (convention), dans les égouts communaux, autres que domestiques (des prétraitements peuvent être exigés),
- De mettre en place un règlement d'assainissement,
- De signaler les rejets importants dans les cours d'eau à l'Administration (M.I.S.E),
- D'assurer le contrôle technique des installations d'assainissement non collectif.

Le Maire a la possibilité de déléguer sa maîtrise d'ouvrage et ses compétences en assainissement collectif et non collectif.



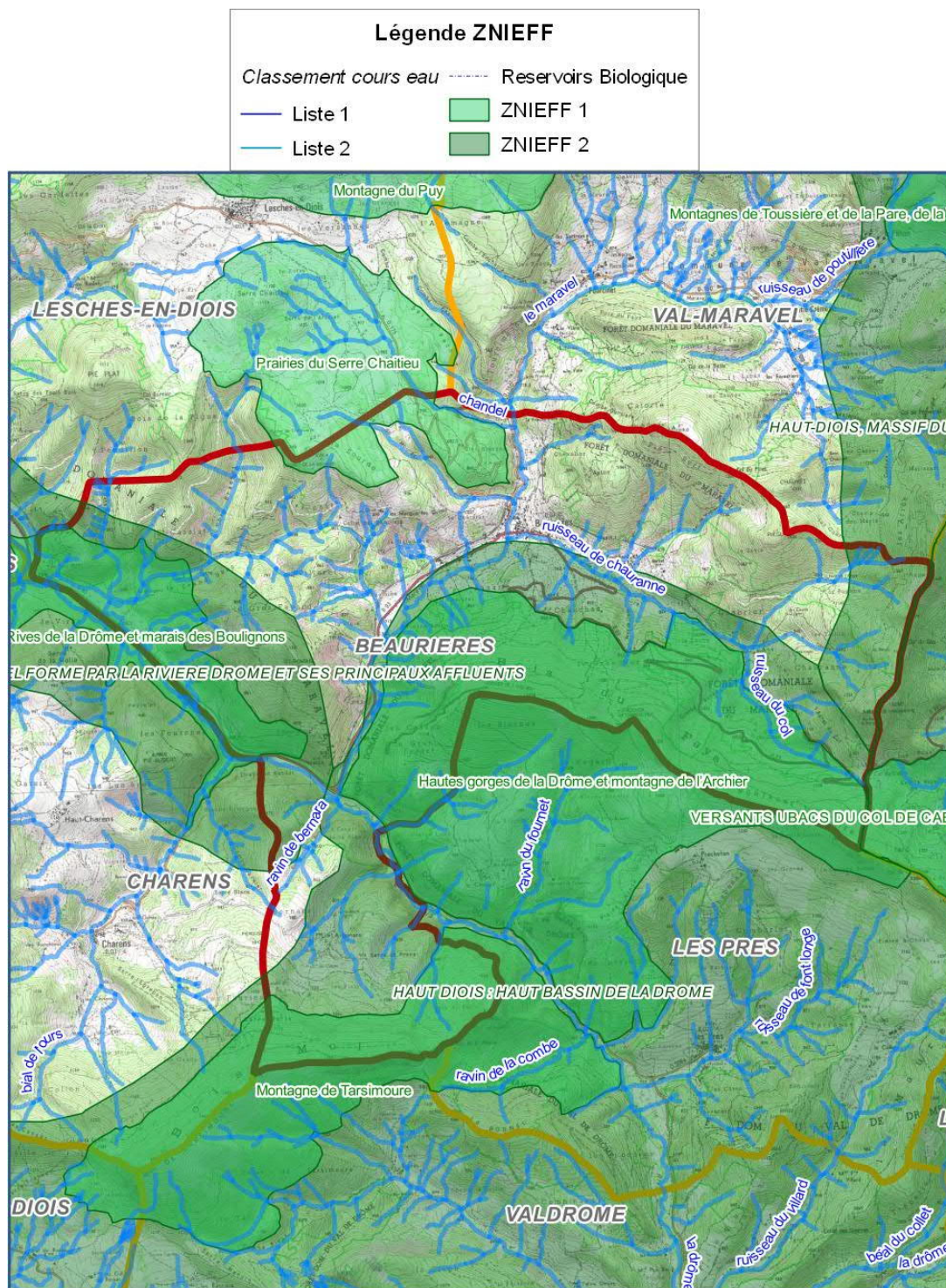
## 11 ANNEXES

### 11.1 Périmètres de protection



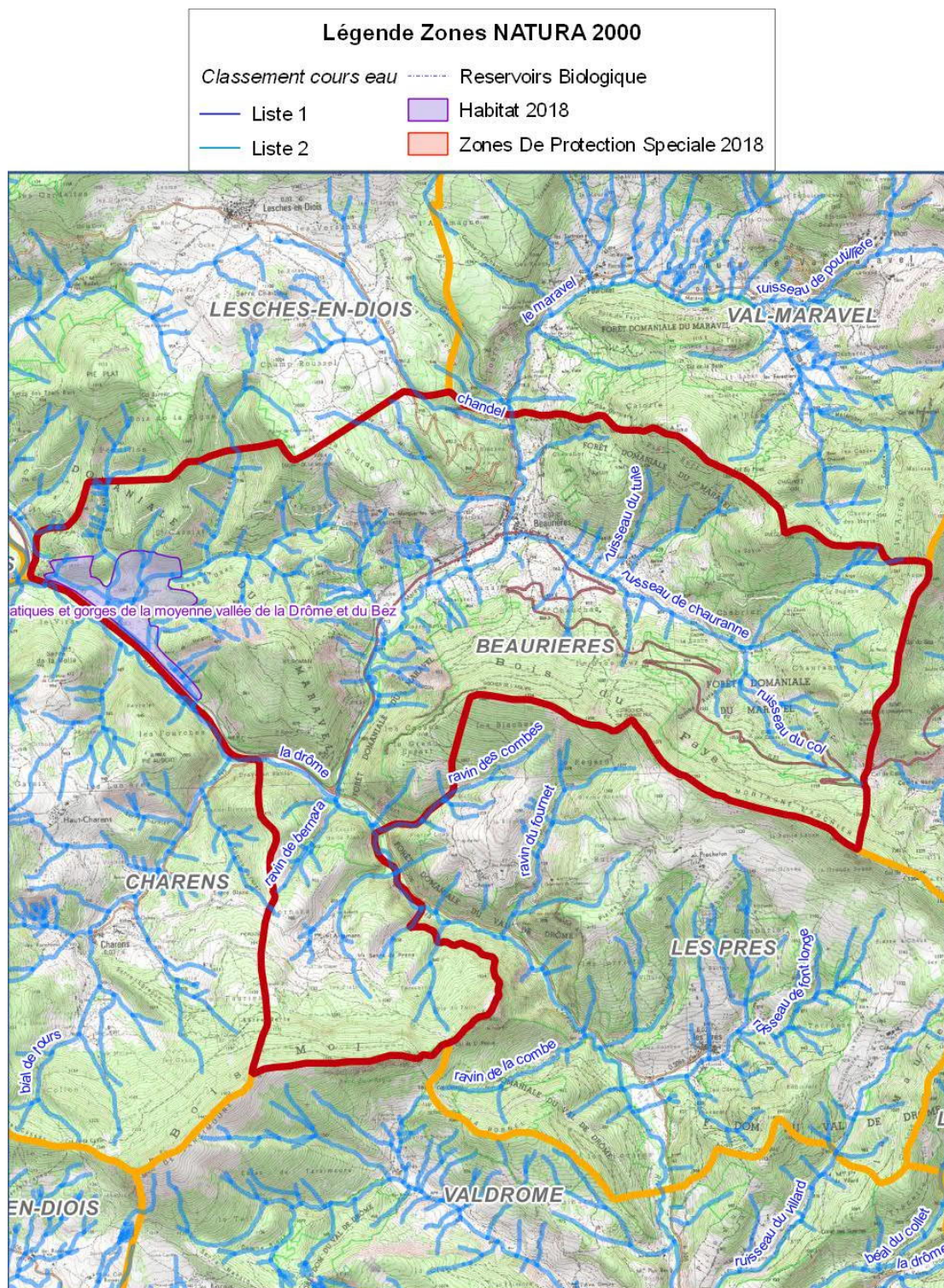


## 11.2 ZNIEFF





## 11.3 NATURA 2000







## 11.5 Plan zonage assainissement des eaux usées



## **11.6 Copie de la Délibération Municipale sur le zonage d'assainissement des eaux usées.**